

INFORMATION ET HISTOIRE: LES NOUVEAUTES DE LA GUERRE DU GOLFE

MARC FERRO

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris

Le problème que nous voudrions aborder est celui du rôle que les médias jouent dans l'intelligence de notre temps et plus particulièrement lors de la guerre du Golfe.

Sans doute, ce problème n'est pas tout à fait neuf, puisqu'on avait déjà constaté que la télévision devenait une école parallèle. Or on observe aujourd'hui que, plus encore qu'hier, la connaissance du monde passe par les médias et que ceux-ci deviennent toujours davantage la source d'information dominante, surtout pour les groupes sociaux les plus démunis.

Simultanément, on constate une uniformisation des informations diffusées par la télévision; et c'est en ce sens qu'on peut parler d'une *Information en uniforme*: les gamins de Tokyo et de Rio-de-Janciro voient les mêmes problèmes que les citoyens de Londres ou de Paris. Si ce n'est que cette consommation dépend de ce que diffuse l'enseignement, elle n'est pas organisée pour constituer un ensemble.

Savoir ce que la télévision montre et comment elle le montre est ainsi de première urgence.

Or la guerre du Golfe a eu pour effet de révéler l'importance de l'enjeu car on s'est aperçu que les dispositifs médiatiques les plus sophistiqués montraient brutalement leurs limites. La grande illusion était que ces moyens permettraient un accès direct à l'Histoire en train de se faire, puisque, libre de tout parti pris, l'image informerait sur la réalité du monde. L'information allait gagner cette ultime bataille grâce aux satellites, celle d'une liberté sans entraves.

Jusqu'à-là, en effet, la presse et l'information, constituaient en général, des espaces de liberté que toute société démocratique se devait de protéger contre les appétits et les abus du pouvoir en place; de fait, dans bien des sociétés, aujourd'hui encore, la situation demeure précaire, plus menacée que jamais. Or la guerre du Golfe a fait apparaître ce trait que même dans les pays libres, l'information pouvait être à la fois victime d'interdits et sujette elle-même à une mise en cause.

Autrement dit, on peut se demander si le droit à l'information, sa défense, ne doivent pas s'accommoder d'un droit, pour le citoyen, à s'interroger sur la façon dont il est informé. Mais on peut se demander aussi si l'information a la possibilité d'être aussi autonome qu'elle se le propose -indépendamment des pressions et censures, bien entendu-, et si elle n'exprime pas les sollicitations de la société qui la secrète.

1- Le début de la critique (et de l'autocritique) a été largement antérieur à la guerre du Golfe. Il a suivi les dérapages liés à la chute de Ceaucescu, en Roumanie. Pour résumer, les journalistes de la télévision (surtout eux), s'étaient laissés emporter par la logique du direct -d'où une surévaluation de la répression à Timisoara et des affrontements à Bucarest, de l'omniprésence d'une "Securitat"...invisible, cachée dans des kilomètres de souterrains de la capitale roumaine effacés après l'effondrement de la dictature roumaine. Or si la critique du rôle des médias, pendant l'affaire roumaine, jouait sur la débauche d'informations invérifiées, elle porta, pendant la guerre du Golfe, sur la faussee abondance des images, la plupart étant censurées. Même les photographes se sont plaints; en ce qui les concerne, c'était de ne pouvoir montrer que les stéréotypes de la guerre: militaires torse nu, se rasant au milieu des sables ou astiquant une arme quelconque, cahrs manoeuvrant dans les sables, etc.

La première question est de savoir si ce malaise est lié à une crise -la guerre ou la révolution sont des situations de crise maximale- ou si cete crise n'a fait que révéler et accentuer ce qui pointait déjà précédemment. Cela rappelle une formule d'Hippocrate, pas si éloignée qu'il n'y pourrati paraître. "La plupart des médecins ressemblent à des mauvais pilotes; quand la mer est calme, personne ne distingue leurs fautes. Mais qu'ils aient à faire face à une tempête, et leur ignorance devient éclatante." En irait-il de même pour l'information?

Un glissement s'est opéré, pendant la guerre du Golfe: mettre en cause l'information semblait viser le journaliste, sa liberté, la livreté de la presse. Et, s'estimant mis en cause dans sa légitimité -elle- même identifiée au droit à l'information, -le journaliste en faisait son affaire, son monopole. Car le système marginalisait ceux qui, sur un thème précis, auraient pu être plus compétents ou, par leur situation, mieux placés pour informer. La presse les a, certes, "convoques" pour témoigner, mais elle s'arrogeait la pertinence de juger qui était compétent.

Or, lors de la guerre du Golfe, ont ainsi voulu prendre leur revanche contre l'"ordre journalistique" ceux qui ont pu juger qu'ils avaient été écartés du droit d'informer: les militaires. On a eu affaire à un règlement de comptes entre militaires et journalistes, aux Etats-Unis comme en France. Aux Etats-Unis, lors de la guerre du Viêt-nam, la télévision avait montré ce qui n'était pas à l'honneur de la politique américaine. L'opinion publique, frappé et bouleversée, avait alors stigmatisé cette guerre, ses bombardements. Et Nixon y avait mis fin. L'ordre militaire ne l'a pas pardonné à la télévision.

Or, l'ordre militaire est -traditionnellement- brocardé. Il l'a été hier dans la littérature. Il l'a été au cinéma. En tant que contre-histoire, le cinéma a mis en cause la plupart des institutions et souvent ridiculisé les ordres institués, l'armée en tête. Là réside une raison du succès que le cinéma obtient chez les jeunes: sa capacité à critiquer tous les systèmes institutionnels qui dirigent la société.

Tant qu'il n'y allait pas de l'information mais de l'art, l'ordre militaire courbait la tête, son pouvoir n'était pas en cause. Il recevait des coups, le public jouissait de cet exutoire; le cinéma est populaire: les cinéastes sont des dieux...! A partir du moment où l'armée a eu pour responsabilité d'intervenir dans la guerre, dans la vie de tous, c'est son identité qui était mise en cause, sa raison d'être. En temps de guerre, l'ordre militaire monte en première ligne. Il a jugé qu'il ne pouvait pas laisser à d'autres la maîtrise de l'information. Sur le terrain, il a fait de l'obstruction à la "libre circulation de l'information". Comme en 1914.

Avec la guerre du Golfe, la situation s'est singulièrement compliquée. Au tout début, on ne savait plus qui, pour l'information, était devenu l'ennemi. Était-ce l'Irak, à ce stade de la "logique de guerre", puis de la guerre limitée, de la "presque" guerre? Ou l'ennemi était-il, pour l'information, celui qui empêchait d'informer? Si on décomptait le nombre d'informations diffusées à ce sujet, durant cette première période, on hésiterait à répondre. Pour ne pas être soupçonnée d'être un agent de la politique gouvernementale, l'information mit en cause la censure militaire, les entraves à l'information, plus que l'attitude même de l'"ennemi".

Dans la présentation des informations elles-mêmes, une certaine confusion a fini par régner créant ainsi un malaise. En effet, nous avons vu qu'à la télévision étaient placées sur un plan d'équivalence, les "images autorisées par la censure américaine" et les "images autorisées par la censure irakienne". Ces dernières étaient valorisées du fait même de leur rareté, de la difficulté à les acquérir. Là résidait l'ambiguïté.

Quand on inscrit: "images autorisées par la censure française", nous comprenons:

a) Que les militaires sont censés ne pas vouloir livrer des images qui pourraient servir l'adversaire. Attitude légitime. En outre, nous comprenons que les militaires désirent garder le monopole de l'information, afin de ne pas être mis en cause dans leur fonction. Là se trouve un premier noeud de luttes d'influence et de pouvoir. L'information et les médias gagnent partout du terrain: les militaires veulent, par conséquent, valoriser leur fonction grâce au rôle qu'ils jouent dans le conflit du Golfe. Ils craignent d'être déstabilisés par le jeu des questions et enquêtes qui est le propre de l'information. Les risques physiques -mort, blessures- leur incombent, et son s'arrogerait le droit de les juger...? Ils veulent pouvoir dire: "c'est nous qui avons gagné" et pas que ce soient les autres qui le disent à leur place. La crainte de ce dessaisissement, nous la comprenons ou plutôt nous en maîtrisons les données.

b) En revanche, nous comprenons difficilement que soient mises sur le même plan des images autorisées par l'Irak et des images autorisées par les "coalisés" sans que toujours leur nature soit précisée. Par qui ont-elles été tournées? Par le cameraman des forces de la coalition ou par celui du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) ou du pool de journalistes, etc.? Ont-elles été tournées en des sites notifiés par les Irakiens -lorsqu'il s'agissait d'images filmées par des journalistes des pays coalisés -ou y a-t-il eu sélection, et par qui?

c) Autrement dit, on diffusé, en les juxtaposant, des images d'au moins trois types de sources différentes: les nôtres, celles de nos alliés, celles de nos adversaires. Sans préciser si les images désignées comme "autorisées par l'adversaire" étaient celles qu'il avait choisi de présenter.

Ainsi, au nom de l'objectivité de l'information, du droit à l'information, l'Occident en est presque arrivé à faire de la contre-propagande. *Pour ne pas être victimes d'une manipulation de son propre appareil propagandiste, tout se passe comme si on n'exerçait pas la même vigilance vis-à-vis de la manipulation mise en place par l'adversaire.*

Il s'est produit ainsi quelque chose de trouble, au nom de l'objectivité, de la vérité de l'image. Certes, le spectateur observait bien que d'Irak provenaient des images ayant pour fonction d'apitoyer sur le sort des Irakiens: suites d'un bombardement terrifiant ou une femme qui hurle de douleur, etc.: "Nous sommes des êtres humains, pas des Indiens qu'on peut massacrer!" (sic). Or on a appris plus tard, mais pas par la télévision, que cette même femme, Mme Suha Turalhi, avait été la représentante de l'Irak à l'ONU: elle n'était pas une anonyme, sa protestation aussi légitime fût-elle, pouvait tout autant s'inscrire dans une manoeuvre propagandiste. Il s'agit là d'un simple exemple. Or a-t-on vu des "images autorisées par l'Irak" qui fussent utilisable contre l'Irak?

Il y a plus: certaines images autorisées par l'Occident, ou par les Américains, ou par les Français, pouvaient amener à s'interroger sur la légitimité de l'intervention en Irak. Il ne s'agit pas seulement de celles qui montraient des pacifistes, ou qui faisaient parler des opposants qui montraient les dangers de cette guerre pour les rapports ultérieurs de la France avec le Maghreb, avec les immigrés, -celles-là avaient une signification claire- mais bien des images qui attestaient un déploiement de force fantastique, qui montaient leur modernité, leur haute technicité, tout le luxe d'une superpuissance, les États-Unis, et, par un effet pervers, pouvaient provoquer une réaction de rejet.

Que verra l'historien de demain, s'il se contente des images? D'un côté la suprématie technologique d'une armée moderne, de l'autre côté une population civile désarmée et bombardée. Car on n'a jamais vu, et pour cause, l'armée irakienne en action. Il a fallu que bien des jours passent pour que soient rappelés les forfaits de cette armée irakienne: massacre des Kurdes, des Iraniens, utilisation des gaz, invasion et massacre au Koweït, autrement dit, l'armée irakienne en action.

L'affaire de la pollution du golfe Persique a duré quelques jours. La version des forces coalisées en rendait Saddam Hussein responsable. Il aurait délibérément ouvert les vannes d'une raffinerie de pétrole afin de copier l'alimentation en eau de l'Arabie Saoudite et des Émirats. Les Irakiens ont répliqué en rejetant la responsabilité de la catastrophe sur les bombardements américains. Et ainsi de suite. Puis on a parlé, durant quelques jours, des mesures techniques prises pour limiter les effets de la marée, moins

importantes qu'il semblait. Peu à peu, l'impression gagnait qu'il y avait eu intoxication de l'opinion...

Depuis que cette guerre est terminée (et que la répression des Chiites et des Kurdes a pris la relève), les puits flambent. Après l'eau, c'est l'air qui est pollué! Dans toute cette histoire on a pu être surpris qu'on n'ait pas mobilisé les écologistes -ne s'agissait-il pas d'un sujet qu'ils connaissent?- en leur demandant leur opinion.

Alors qu'en toutes circonstances ils interviennent, -qu'ils tiennent un meeting ou provoquent une manifestation-, là, rien. Il aurait pourtant été instructif de connaître leur position. Sans doute auraient-ils été en contradiction avec eux-mêmes puisque c'était Saddam Hussein qui pollue, l'incendie des puits le démontre avec évidence. Hé bien, non! On ne les a pas interrogés. Et ces écologistes, si vifs dans leur opposition à l'ennemi, -c'est-à-dire l'État, le business, les capitalistes, l'industrie qui pollue- ne sont pas intervenus quand c'est l'Irak qui pollue. Or, à ma grande surprise, les journalistes si prompts à chercher les contradictions des hommes politiques -et ils font leur travail, bravo! c'est très bien-, se sont abstenus, cette fois de mettre à l'épreuve les écologistes qui avaient eu des positions très en retrait sur l'intervention militaire. Rien. Pas un débat. Pourquoi?

Hypothèse: l'ordre de l'information qui s'est institué en contre-pouvoir global des instances politiques, militaires, etc., se trouvait, pour une fois, pris à contre-pied par l'idéologie écologiste anti-étatiste, qui se prétend aussi contre-pouvoir politique. Il s'est noué, entre eux, une sorte d'alliance objective tacite entre l'ordre de l'information et l'écologie. Certes, les journalistes ne sont pas unanimement écologistes. Les uns et les autres sont néanmoins suspicieux et solidaires vis-à-vis de ce rival commun: le gouvernement, l'État. Or, avec ces incendies, le dossier écologique risquait d'apporter de l'eau au moulin de la politique gouvernementale. Ce n'est pas ce que souhaitaient les journalistes, qu'ils soient de droite ou de gauche. Sans doute y en a-t-il de droite et aussi de gauche: dominateur, le pouvoir politique a toujours cru que l'ordre de l'information se situait uniquement par rapport à lui. Ce n'est pas toujours le cas. Le plus souvent, l'ordre de l'information se place du point de vue de son autonomie vis-à-vis du pouvoir. Il s'institue en quatrième pouvoir. Or, l'écologie se veut aussi une sorte de contre-pouvoir. Par une sorte de non-dit, on a "oublié" d'interroger ce rival...Sa présence, dans une situation difficile, aurait affaibli la stratégie d'autonomie vis-à-vis de l'État.

2- Les raisons du malaise des médias sont beaucoup plus profondes. Revenons à Timisoara, car on a eu affaire à une situation analogue avec l'Irak.

Au temps où la Roumanie avait une position indépendante de l'URSS en matière de politique extérieure, à l'Ouest on considérait que son régime était nécessairement moins tyrannique ou, au moins, plus fréquentable que celui de l'URSS...puisque'il semblait antisoviétique. La Roumanie, en effet, menait une politique étrangère indépendante, ne faisait pas partie du Pacte de Varsovie, etc. On n'en était pas pour

autant plus informé sur ce qui son crédit d'antisoviétisme ultra, la Roumanie passait pour moins totalitaire que l'URSS. Ce syllogisme ne correspondait pas à la réalité. Or, les journalistes, pour la plupart, formés par l'idéologie du tout-totalitaire, ne s'étaient pas posé de question. Les Roumains, ainsi, ont "monté" le coup de Timisora en scoop sachant qu'on n'y résisterait pas. Et les journalistes ont été pris de la sotre à contre-pied par le événements de fin 1989 en Roumanie.

Avec l'Irak, le mésinformation a fonctionné autrement. L'Irak de Saddam Hussein était l'enfant chéri d'un certain nombre d'hommes politiques occidentaux qui jugeaient qu'un chef d'État se disant laïque est nécessairement plus progressiste qu'un homme d'État -tel Khomeiny- qui se dit intégriste. Ils ont été pirs à contre-pied par l'annexion du Koweit.

La Transylvanie a joué pour Ceaucescu le rôle que le Koweit a joué pour Saddam Hussein. De détonateur, de révélateur. L'information était-elle encore fiable? Elle ne l'était pas plus que le discours des dirigeants qui s'étaient trompés sur la Roumanie puis sur l'Irak. Que peut signifier son indépendance si elle manifeste la même ignorance que les hommes politiques? L'arme absolue de la télévision, dont elle a le monopole, c'est l'image. Est-ce ce qui explique la fascination de l'ordre audiovisuel pour la haute technologie dont elle use, avec ce qu'elle secrète d'illusions?

Cela a abouti à ce qu'on a fini par faire croire au public: grâce aux satellites, aux avions espions ou furtifs, on saurait tout. On pourrait tout voir, y compris le moindre talkie-walkie en balade. De sorte que les militaires américains ou autres ne se sont pas avisés de l'existence de constructions souterraines, à l'édification desquelles des firmes française ou allemandes importantes avaient pourtant été associées. Voilà un exemple non de désinformation ou de non-information mais d'une absence de curiosité des informateurs, des formes de blocage dues à la sacralisation de l'image.

Une des carences de l'information télévisuelle, c'est de ne montrer que des images du moment. L'actualité prime tout. Certes, il se fait de très bons reportages, mais ils sont toujours dissociés du journal, de l'actualité. Le même journaliste qui prépare d'excellents reportages est muselé dès qu'il fait le journal: l'oeil sur le conducteur, la durée des sujets est programmée, l'improvisation difficile. Et pas seulement en France. On trouve le même phénomène aux États-Unis, en URSS ou au Japon. On y reviendra. Les classifications de la grille des programmes sont décisives: journal, magazine, docu-dram, etc. A la façon dont, dans les manuels scolaires, la maquette passe avant le texte, à la télévision, la grille exerce une sorte de dictature à la Ubu.

Autre point révélateur: c'est le présentateur qui a la vedette: ils valorisent leurs collaborateurs en donnant la parole à un correspondant, en montrant un sujet fait par un autre. Mac Luhan l'avait relevé; ce n'est plus la substance du message télévisuel qui importe mais sa présentation, son enveloppe. Dans cette optique, il faut que le présentateur soit plaisant, élégant, soigné. Autrement, il dévaloriserait l'information.

3- La présence des 1.300 journalistes à Ryad avait une justification impérieuse: cette guerre devait être la première qui serait filmée en direct. Elle était annoncée ainsi, et le monde entier s'attendait à ce qu'elle soit couverte par la totalité de l'appareil audiovisuel, pour en suivre les péripéties sur son post TV. Le terme a été utilisé maintes et maintes fois, une sorte de *War Game*, renouvelant les lois du genre. Or il a fallu très vite déchanter -si l'on peut dire- puisque ce conflit s'est caractérisé, au contraire, par la parimonie des informations. Les images ont été apparemment abondantes mais répétitives. Et, au total, on n'a jamais vu d'opérations véritables en direct, voire, en différé. On a eu l'opposé de ce qui était prévu.

Un écart s'est creusé entre la quantité des émissions, le temps qui était consacré à l'information, l'annonce de ces informations et la substance des informations effectives qui n'a jamais été aussi pauvre. Tel est le fruit du système de la télévision elle-même, il est le produit brut de la télévision.

La guerre du Golfe a révélé ce phénomène qui s'est traduit par une uniformisation, par une polarisation de l'information. Il n'était pas nouveau, Danièle Palau Glachant l'avait déjà analysé dans un article pionnier paru en 1984. Et il se perpétue après la guerre du Golfe car il est lié aux développements technologiques et au quasi-monopole qu'exercent les grands réseaux US. On peut observer, en effet, que, plus les années passent, plus les chaînes montrent les mêmes images, et moins chaque chaîne de télévision, en France, en Europe ou ailleurs est capable de diffuser ses propres images. Je veux dire, celles qui sont destinées à couvrir les événements immédiats, l'actualité du jour. En France, par exemple, la multiplication des chaînes n'y change rien: au contraire, leurs moyens sont relativement moindres. Certes, elles peuvent effectuer enquêtes et reportages, voire, couvrir l'actualité en métropole, mais guère plus; l'en va de même en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Italie. Seuls, peut-être, TF1 et la BBC peuvent assurer une relative autonomie vis-à-vis du système médiatique mondial.

Pendant la guerre du Golfe, la télévision avait délégué un grand nombre de reporters à Riyad, Dhahran, Jérusalem, Amman, etc. En tout état de cause le journal devait parler successivement le reporter à Riyad, Dhahran, Jérusalem, Amman, etc., puis appeler Moscou, Washington. Même si toutes ces instances n'avaient rigoureusement rien à dire de nouveau, le système audiovisuel mis en place devait fonctionner, occuper le terrain. On ne pouvait interroger Dhahran en oubliant Riyad et vice versa. Les journalistes n'avaient rien à dire? Qu'importe! C'est le dispositif qui faisait écran -dans les deux sens du terme- puisque l'information (ou la non-information) une fois communiquée, on passait à la suivante. Selon la jolie formule de Serge Daney, "l'écran faisait écran". *Le dispositif, en outre, s'est substitué à l'information. En tant que tel, il devenait lui-même l'information.* Montrer l'envoyé de Dhahran, le faire parître, devenait une information. La seule présence du journaliste dans cette ville légitimait son intervention qui, elle-même, légitimait la décision prise de l'y envoyer.

Par exemple, ce dimanche 24 février, en direct un consultant était convoqué, *de visu*. "Attendez, lui dit-on. On n'a pas encore eu Washington. Et puis, que pense Moscou de la déclaration de Washington?" Moscou ne pensait rien de Washington car l'heure de Moscou n'est pas celle de Washington.

En vérité, l'appareil audiovisuel montrait sa capacité à être présent là où les décisions sont prises mais sans parvenir à les maîtriser. Le staff télévisuel tournait, mais il tournait à vide. Le non-dit de la télévision était le suivant: nous sommes informés puisque nous sommes partout. En fait, il ne se disait que ce que la censure américaine on autre permettait de dire mais, au fond, ce n'était pas seulement un problème de censure: souvent le staff n'avait rien à dire parce qu'il ne se passait rien qui puisse être dit ou qui ajouterait "une" information à ce qui avait déjà été dit.

L'histoire n'est pas composée que de temps courts. Ceux-ci s'enchaînent sur des temps longs, sur des phénomènes qui mûrissent. Mais ce type d'analyse est réservé aux enquêtes, aux magazines ...

Au bout de quelques jours, les bombardements quotidiens étaient devenus routiniers...Mais là, on a observé un changement par rapport à la Seconde Guerre mondiale.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands montraient énormément de bombardements qui étaient, à la fois terribles et lassants. Mais ils avaient donné à ces informations une forme esthétique, ils avaient monté images, les avaient organisées, mises en musique, leur avaient donné une forme dramatique absent pendant la guerre du Golfe parce qu'on recherchait l'instantanéité. *L'information télévisuelle est d'autant plus validée qu'elle est plus immédiate*. Or, à peine montrée, une image est chassée par une autre. Même si celle-ci est inutile, vide, elle a la priorité sur l'autre, parce qu'elle est plus récente, plus "fraîche". Il en va de même des téléx.

On a observé la va-et-vient des commentateurs qui s'interrompent pour lire la dernière dépêche, qu'ils viennent de recevoir, dont ils ne connaissent pas encore le contenu, qui ont la priorité parce que c'est la dernière que nul n'a entendu; ce va-et-vient est devenu une caricature de l'information. "Un SCUD tombe vers Tel-Aviv. A vous Riyad." - "Nous avons aussi un SCUD qui tombe vers Riyad". Et ainsi de suite.

De cette situation, on a dit qu'elle était celle de Fabrice à Waterloo qui n'avait rien vu de la bataille. Il y a eu, cette fois, des dizaines de Fabrice. Mais il y manquait Stendhal.

Plus révélateur encore est qu'en aucun cas il ne pouvait être laissé place à l'analyse car dès que celle-ci s'esquissait, elle gênait, elle freinait la succession des images des informations. *Le rythme de l'information cassait le sens de l'information*.

Le dispositif suscite aussi une attente, celle de l'image interdite (ou censurée), ou celle du correspondant qu'on espère et qu'on ne verra peut-être pas, attente toujours déçue puisque les images sont entre les mains des militaires et qu'on ne verra ce que la censure accepte. Voir vraiment la guerre, dans cette situation, ce serait la faire avec les

militaires. N'empêche, le téléspectateur continue d'attendre l'image impossible. Celle qui ne se montre jamais!

Durant les guerres précédentes, en 1914, en 1939-1945 et durant la guerre du Golfe, on n'a jamais montré des soldats en train de mourir. Certes, on voit des morts: on ne les voit que très rarement mourir. On dispose de quelques plans pour 1914-1918, pour 1939-1945, ils sont rares également. L'agonie en direct serait, certes, insoutenable. Mais, compte tenu de l'abondance des caméras présentes sur le front de guerre on aurait pu imaginer le contraire. Pas du tout! Il n'y aurait pas de sang. (Une "opération chirurgicale", nous avait-on promis.) Or, il y a eu des morts et même ceux-là, on ne les a pas vus. Est-ce la censure, est-ce l'impossibilité d'être partout à la fois? On ne saurait dire qu'il y a eu désinformation parce que ce mot "désinformation" renvoie à l'idée d'une information délibérément fausse, conçue pour induire en erreur. Et on n'a pas de preuves qu'il y ait plus qu'un interdit.

Sans doute y a-t-il eu désinformation, ce qu'on n'a su qu'après, mais sur d'autres terrains.

Ainsi, les coalisés ont fait croire aux Irakiens qu'ils préparaient un débarquement sur les plages du Koweït alors que le général Schwarzkopf préparait son fameux mouvement tournant. Mais cette "désinformation"-là est bien identifiée. C'est un leurre classique en temps de guerre.

Ce n'est pas tout à fait de la propagande car cette dernière n'est pas nécessairement de la désinformation. Elle a sa cohérence et peut livrer des informations vraies, mettre en valeur des renseignements réels. Par exemple les actualités nazies exaltant les réalisations sociales du national-socialisme qui avait fait construire tant de logements ouvriers, etc.

Pendant la guerre du Golfe, ne pas montrer les soldats mourants n'est pas de la désinformation. Mais qu'on ait caché le nombre de morts causés par les bombardements était de la propagande.

Par contre, il y a eu à la fois désinformation et propagande quand l'Irak a sélectionné des images contrôlées par sa censure.

Pendant longtemps, tout le savoir, (la connaissance), est passé par l'écrit. Une partie, certes, par la tradition orale, mais peu. Dans l'enseignement, la pratique est orale mais la tradition écrite, etc. L'image n'était pas considérée comme objet de connaissance. Au cinéma, elle n'avait pas d'identité parce qu'elle était identifiée à la machine qui la saisissait. Pendant longtemps, la preneur d'images n'était pas considéré comme l'auteur des images qu'il avait prises. Aussi, l'auteur n'était pas l'homme à la caméra, l'ayant-droit était l'industrie qui commercialisait son travail.

Combien a-t-il fallu de décennies pour qu'une photo soit reconnue en justice comme un témoignage ou encore un film? Dans le système occidental de la culture écrite, du droit codifié, l'image n'avait pas de place. Elle l'a obtenue progressivement.

Aussitôt, on l'accusée d'utiliser toutes sortes de trucs, de truquages, bref, d'être manipulée, surtout quand il s'agissait de cinéma puis, plus encore, de télévision.

Certes, on peut la couper, la sonoriser, de sorte d'en altérer le sens. L'argument est bon, il tient et on y reviendra.

Mais cet argument fait fi d'un autre: les idées, les concepts aussi sont manipulables. Une argumentation est un montage, d'idées, de concepts. Or si nous savons analyser les discours sans avoir su constater qu'ils sont aussi des montages, nous ne sommes pas entraînés à lire un discours d'images. D'où la méfiance de ceux qui savent manipuler les mots, les arguments, les concepts, à l'égard d'un discours de l'image dont ils ignorent le mode de fabrication. D'où leur crainte d'être mystifiés.

Néanmoins, l'image a gagné en crédibilité. On a bien admis, peu à peu, que le visage d'un enfant qui pleure a plus de vérité que tout un discours. En une cinquantaine d'années, l'image a ainsi gagné ses galons d'authenticité. Jusqu'au moment où on l'a jugée plus vraie que les discours. En outre, le cinéma -surtout celui de fiction- a réussi à créer des situations plus vraies, plus authentiques que ce qui avait pu le précéder.

Prenons l'exemple du *Cuirassé Potemkine*. Ce film sert de référence lorsqu'on évoque la révolution russe de 1905. Il est resté gravé dans la mémoire. Or, dans *Potemkine*, sur les milliers d'informations traitées en images, seules quelques-unes sont vérifiables. Puisque toutes ont été inventées par Eisenstein.

Autrement dit, ce film tout en étatn informé, ne s'appuie pas sur des informations vérifiables mais bien sur l'imaginaire créatif du réalisateur. *Potemkine* propose une vérité plus vraie qu'un ouvrage qu'on soupçonne aussitôt d'être bolchevik ou réactionnaire des événements.

La télévision a surgi à ce stade précis. Elle a voulu faire des reportages en utilisant seulement le discours des images. Elle a réussi à réaliser des reportages où seules les images "parlent", parlent d'elles-mêmes. Seulement, ces images qui parlent d'elles-mêmes étaient *construites*, leur montage formait un discours imagé et sonorisé. A la limite, le discours explicite en voix off était superflu ou presque. Alors qu'aujourd'hui, les images d'information arrivent en rafales. Elles sont distribuées *dans le désordre*. Le seul principe de leur organisation est leur *apparition*. D'une certaine manière, c'est une sorte de retour à l'histoire événementielle la plus caricaturale mais cela ne se formule pas ainsi parce qu'il s'agit d'images.

Nous voilà au coeur du problème.

Durant les années soixante, pour se valoriser par rapport à ceux de la presse écrite, les journalistes de télévision ont cherché à promouvoir cette idée de la supériorité de l'image comme forme d'information; ils partaient du postulat qu'une image brute est plus vraie qu'un discours. Et, certes, saisie au vif, l'image est un garant de la vérité. Mais une image vraie peut être aussi une image vide. Ainsi qu'Annie Goldmann l'a montré dans ses travaux, le plan de la mer, à la fin de *Mort à Venise* de Luchino Visconti n'a pas la même portée que celui qui ouvre un film commercial de série B. Il est chargé de

sens. Il en est de même pour un plan d'actualité. Une image n'est souvent "rincée" qu'une image" pour reprendre Jean-Luc Godard qui l'a dit depuis longtemps avec raison. En serait-on toujours là?

Mais, est-ce le privilège de l'image de "manipuler" l'information?

Des éditorialistes de la plume, des spécialistes, des doctrinaires n'ont-ils pas écrit et répété, à propos de l'URSS, que le régime avait infantilisé les Soviétiques, les avait transformés en "rouages", qu'il était inimaginable qu'un peuple rendu ainsi muet pût s'exprimer?

Et puis, est-ce vraiment l'image qui manipule?

S'il est vrai que la propagande ordonnance un choix parmi ces images, qu'elle les dispose selon un dispositif programmé; -et s'il est vrai, aussi, que chaque cameraman, photographe, réalisateur opère des choix qui sont autant de prises de position, il reste qu'une fois qu'on a analysé ce dispositif, qu'on l'a décodé, l'image garde une vérité que le sens commun lui octroie à juste titre. Elle paraît d'autant plus vraie, que les discours et commentaires empruntent aux différents langages codés du discours politique ou gestionnaire, une langue de bois qui cache quelquefois le vide de leur contenu. Et ce n'est pas parce que le simple citoyen n'a pas été équipé et éduqué pour repérer le travail sur l'image, que ce travail dévaluerait l'apport de la photographie ou du cinéma.

Il serait regrettable pour notre intelligence du monde, que les effets pervers dus à l'inculture, ou à une dérive du système des médias, aboutissent à un rejet de ce que l'image apporte, de sa fonction informatrice. En un sens, la mise en cause liée à Timisoara et à la guerre du Golfe pourrait avoir un effet thérapeutique, rendre les journalistes, chercheurs et citoyens plus vigilants, les amener à exiger à la fois un enseignement effectif sur l'image et l'information, dans leur lien avec les autres savoirs. Et un droit à vérifier comment s'informent ceux qui nous informent: d'où nous parviennent ces images, ces informations -pourquoi rejette-t-on celles-ci, pas celles-là, etc.

Et, de toute façon, une image est toujours dépassée par son contenu. Dans une photo, dans un cadrage -document ou fiction- se croisent souvent plusieurs instances: ce plan qui veut montrer un paysan arménien labourant seul son champ parce qu'il refuse d'entrer dans un kolkhoze, montre aussi combien cette terre est caillouteuse, que son labour est circulaire, que le champ est minuscule, que les enfants qui passent ont les pieds nus.

Ainsi, tel le fait-divers, l'image croise divers faits, informations, et elle est rebelle à toute classification. C'est ce qui explique que, tel le fait-divers, elle n'a pas eu droit, pendant longtemps, aux honneurs des journaux "sérieux".

Et quand cette image est fiction, qu'elle n'est pas considérée comme une information, alors elle peut être, en plus, une analyse.

Dans une société sans "boussole", où les idéologies ont perdu leur capacité à imposer leur vision du monde, où la fonction de l'école est constamment mise en cause,

l'information a pris la relève de l'instruction, chère au siècle précédent, comme mode de connaissance et d'intelligibilité du monde. Alors que l'unification économique du monde progresse inexorablement, que son unification scientifique et technologique avance aussi, l'uniformisation médiatique s'est d'abord affirmée sur des registres particuliers, -le cinéma, le spectacle, la musique-, voici qu'aujourd'hui elle atteint l'information grâce à la haute technologie et la prééminence américaine ou japonaise.

Les citoyens ont pleinement conscience des menaces que l'unification politique du monde pourrait faire planer sur leur liberté. Ajoutée aux autres formes d'unification, administrative, économique, et aussi médiatique, ils ont réagi tantôt par un mouvement de caractère nationaliste ou régionaliste, tantôt par la constitution de contre-sociétés qui fondent leur existence sur la confiance réciproque: le développement de la vie associative, depuis une vingtaine d'années en France, la participation à la vie municipale, la multiplication des contre-cultures constituent des manifestations de cette réaction. L'existence des radios locales en est une autre. Or chacun de ces groupes cherche, de façon inconsciente, à se constituer en réseau d'information *fiable*, -tant est grande la méfiance envers la centralisation du système médiatique.

C'est lui qui est en cause, et non ceux qui le servent.

Est en cause, aussi, l'incapacité des savoirs traditionnels à prendre en compte l'existence de ce système, à en maîtriser les modes de fonctionnement, à en intégrer les produits et informations qu'il distille.

La réside, pourtant, une des conditions de notre liberté.